

« Genre »

Sophie Jacquot (USL-B, CReSPo, IEE)

dans HAY, Colin, SMITH, Andy (dir.), *Dictionnaire d'économie politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 241-246.

11 219 signes (hors bibliographie)

Lorsqu'il s'agit de réfléchir sur les relations de genre et leur hiérarchisation au cœur des sociétés, la dimension économique et les liens au marché (y compris symboliques) s'imposent immédiatement au cœur de la réflexion. Pour reprendre les mots de Shirin M. Rai, « gender is central to the functioning and understanding of the capitalist economic system – systemically, discursively, and politically » (2013, p. 281).

Depuis près d'un demi-siècle, un ensemble important, tant quantitativement que qualitativement, de littérature scientifique relevant non seulement de l'économie politique, mais aussi de la théorie politique, de la sociologie du travail, de l'économie ou de l'histoire a souligné à quel point la prise en compte du genre en tant que concept de science sociale est essentielle à l'analyse (et à la bonne marche) du capitalisme. Parallèlement, cette littérature a montré l'impact du capitalisme sur la nature des relations de genre. Cette imbrication entre les deux est si constitutive qu'elle n'est finalement que rarement abordée en tant que telle. Nous tenterons donc ici, tout d'abord, de montrer dans quelle mesure le concept de genre est essentiel afin de penser le capitalisme et sa critique, mais aussi comment les sociétés capitalistes ont façonné les relations de genre. Nous nous pencherons, ensuite, sur l'évolution des relations entre genre et capitalisme et, enfin, sur la façon dont la littérature prenant en compte la question du genre permet d'analyser à quel point les nouvelles formes de capitalisme produisent et se nourrissent des inégalités sexuées de façon toujours renouvelée.

Genre et capitalisme : des relations indissociables ?

Dans un article fondateur, traduit en France en 1988, l'historienne Joann Scott a donné la définition suivante de la notion de genre : « le genre est un élément constitutif de rapports sociaux fondés sur des différences perçues entre les sexes, et le genre est une façon première de signifier des rapports de pouvoir » (Scott, 1988, p. 141). C'est bien cette question de la distribution du pouvoir, et donc des ressources et des privilèges qui en découlent et y sont attachés, qui est au cœur de la réflexion sur les liens entre genre et capitalisme.

Dès le début des années 1970, des penseuses féministes ont insisté sur l'importance de l'exploitation spécifique dont sont victimes les femmes au sein du système capitaliste : la mise au jour des mécanismes de cette exploitation apparaît par conséquent nécessaire à toute tentative de réflexion sur le capitalisme en tant que tel (Boserup, 1970 ; Delphy, 1998, 2001 ; Guillaumin, 1992 ; Mackintosh, 1981).

Ces travaux vont mettre en évidence deux grandes lignes directrices : la dimension économique de la subordination des femmes et l'absence de division binaire de l'exploitation entre sphère marchande et non-marchande. Les relations économiques ne sont pas limitées au marché, le système de production capitaliste ne s'arrête pas à la porte du foyer, la famille est un lieu de production de biens et de services et un lieu d'exploitation économique. C'est tout une chaîne qui est mise en évidence : l'identification des tâches réalisées au sein de la sphère privée en tant que travail domestique, la division sexuée de ce travail, son appropriation en tant que travail non rémunéré, l'invisibilisation de cette appropriation qui peut alors permettre le travail des hommes sur le marché.

La notion de reproduction sociale permet de désigner l'ensemble de ces tâches : les activités relatives au travail domestique non rémunéré de production de biens et de services, la reproduction au sens biologique, ainsi que la reproduction culturelle et idéologique qui vise à stabiliser les relations sociales dominantes (Hoskyns et Rai, 2007). Le mode de production capitaliste est donc accompagné d'un mode de reproduction qui est fondé sur l'oppression et la subordination des femmes, et c'est la reproduction sociale qui soutient et qui rend possible l'accumulation capitaliste. C'est ainsi que naît le concept de patriarcat qui rend compte de ce système d'oppression.

Cependant, si le patriarcat naît et s'épanouit au sein du système capitaliste, il n'y est pas réductible. Par conséquent, si la prise en considération du genre est essentielle pour penser le capitalisme, la réflexion sur le genre va au-delà. C'est le cœur de ce que l'on a appelé la théorie dualiste ou l'analyse duale des systèmes. La subordination des femmes s'appuie sur deux systèmes : le capitalisme *et* le patriarcat. Il s'agit de deux systèmes oppresseurs complémentaires, l'un étant de nature économique et l'autre de nature culturelle (Eisenstein, 1979 ; Fraser, 1989 ; Hartmann, 1979). La critique doit donc être élargie, et notamment faire entrer l'Etat et son rôle dans l'équation.

Sur ce point, les analyses successives des systèmes d'Etat-providence à partir d'une perspective de genre sont intéressantes dans la mesure où elles se concentrent sur les relations entre l'Etat, le marché et la famille et où elles signalent une évolution de la pensée féministe. Dans une première période, l'Etat-providence est la plupart du temps envisagé comme le produit et l'instrument des intérêts du capital et d'un Etat patriarcal qui institutionnalise la domination masculine et participe à la hiérarchisation des rôles sociaux (MacKinnon, 1989). C'est notamment l'idée du modèle de l'homme gagne-pain (*male breadwinner model*), dans lequel tous les droits liés au système de protection sociale des femmes et des enfants sont dérivés de ceux du mari et du père, unique pourvoyeur de revenus. Cependant, à partir du milieu des années 1980, de nouveaux travaux vont s'appuyer sur une vision plus positive de l'Etat et montrer que les systèmes d'Etat-providence peuvent être favorable aux femmes en augmentant leur indépendance et leur autonomie vis-à-vis du marché et du lien conjugal (Lewis, 1992 ; Martin, 1998 ; Morel, 2007), en particulier par le biais de la mise en place de services de *care* et par l'incitation au partage du travail domestique. Les analyses genrées de l'Etat-providence vont ainsi permettre de renouveler profondément ce champ d'étude (Lewis, 1998 ; Lewis, Daly et Rake, 2003).

Genre et instrumentalisation néolibérale : la question des « ruses de l'histoire »

La première période des travaux sur les relations entre genre et capitalisme se sont donc inscrits dans une critique radicale du capitalisme en tant que système d'oppression des femmes, en synergie avec le patriarcat. Depuis les années 1990 et 2000, un certain nombre d'auteurs ont commencé à réinterroger et à revisiter ces relations en introduisant dans l'analyse une périodisation historique prenant en compte l'évolution des formes du capitalisme.

Nancy Fraser (2011) a été une des premières à retisser de façon critique le fil de cette histoire : le capitalisme « post-fordien, transnational et néolibéral » apparu à partir des années 1980 aurait été en mesure de récupérer, digérer, « requalifier » et instrumentaliser le féminisme à des fins de légitimation. Ainsi, la critique du salaire familial masculin et de la participation insuffisante des femmes au marché du travail salarié s'est traduit non pas par une plus grande émancipation des femmes, mais bien plus par une augmentation de l'accumulation capitaliste et de l'exploitation : le travail domestique est désormais davantage externalisé que dans les années du capitalisme d'Etat, mais cette externalisation ne permet pas toujours de créer un véritable

statut pour celles et ceux qui en ont la charge et ne permet pas de contrebalancer la subordination. Au contraire, cette externalisation peut se traduire par de l'emploi non déclaré ou de l'emploi précaire. Ces nouvelles formes du capitalisme se traduisent donc par la conquête de nouveaux espaces et de nouveaux objets par le marché, et s'accompagnent d'un effritement du statut de l'emploi (Castel, 1995), et, dans la sphère marchande, les compétences des femmes continuent d'être dévalorisées. Les nouvelles formes du capitalisme s'accompagnent donc de la perpétuation de discriminations dans l'emploi et au travail.

Etudes de genre et formes contemporaines du capitalisme

Les travaux les plus récents sont aujourd'hui principalement centrés, d'une part, sur la compréhension des mécanismes d'instrumentalisation ou de torsion des stratégies visant à favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes, et, d'autre part, sur l'analyse des effets genrés du capitalisme actuel et de ses crises.

Une littérature de plus en plus nombreuse se penche ainsi sur la façon dont le néolibéralisme et ses nouvelles formes ont modifié et modifient encore le contexte dans lequel se déploient la pensée, l'agir mais aussi les luttes féministes se sont accommodés d'instruments de politiques publiques présentés comme favorables à l'égalité. Ces travaux montrent par exemple comment des mesures originellement féministes et transformatrices comme les quotas, les agences en faveur de l'égalité et le *gender mainstreaming* ont été largement vidées de leur sens, réduites à des procédures technocratiques et promues sur la base d'arguments relatifs à leur utilité économique (plutôt qu'à leur apport en termes de justice et de droits) (Squires, 2007 ; Jacquot, 2015). Les concepts de « *governance feminism* » et de « *market feminism* » sont apparus afin de décrire les pratiques liées aux modifications d'une critique féministe devenue « expertise fondée sur le genre », très technique mais sans portée politique (Kantola et Squires, 2012 ; Evans, 2015 ; Griffin, 2015). De la même façon, les travaux sur la législation française en matière d'égalité professionnelle montrent comment les entreprises s'accrochent de mesures égalitaires élitistes qui permettent de faire de l'« *equality-washing* » à peu de frais (Charpenel, Demilly et Pochic, 2017). A l'échelle globale, les travaux d'Hester Eisenstein (2005, 2009) analysent les ressorts des « liaisons dangereuses » du féminisme avec les grandes firmes multinationales. Parallèlement, les résistances à ces transformations et les nouvelles formes de contestations féministes au cœur même du système capitaliste renouvelé commencent également à être analysées, à l'échelle locale, nationale et transnationale (Bassel et Emejulu, 2014 ; Eschle, 2001 ; Walby, 2009).

Plus récemment encore, un deuxième ensemble de travaux, portant sur les effets genrés du capitalisme, et tout particulièrement dans le contexte de la Grande Récession et des politiques d'austérité, se développe afin d'explorer ces effets selon une perspective de genre, mais aussi une perspective intersectionnelle (Falquet et al., 2010 ; Hozic et True ; Kantola et Lombardo, 2017 ; Walby, 2015).

Cependant, on peut se demander si la montée en puissance de nouveaux instruments en faveur de l'égalité, développés en parallèle d'un accroissement des inégalités favorisées par les politiques d'austérité ne marquerait pas le début d'une nouvelle ère des relations entre capitalisme et genre. La compréhension de nos sociétés contemporaines que vise l'économie politique aujourd'hui ne peut donc ignorer la nature genrée des systèmes de production et de reproduction, mais aussi des nouveaux régimes de gouvernance de l'économie mondialisée.

Références bibliographiques :

- BASSEL, Leah, EMEJULU, Akwugo, « Solidarity under austerity: intersectionality in France and the United Kingdom », *Politics & Gender*, vol. 10, n° 1, p. 130-136.
- BOSERUP, Esther, *Women's Role in Economic Development*, London, George Allen and Unwin Ltd, 1970.
- CASTEL, Robert, *Les métamorphoses de la question sociale: une chronique du salariat*, Paris, Gallimard, 1995.
- CHARPENEL, Marion, DEMILLY, Hélène, POCHIC, Sophie, « Égalité négociée, égalité standardisée ? », *Travail genre et sociétés*, vol 1, n°37, 2017, p.143-147.
- DELPHY, Christine, *L'ennemi principal 1. Economie politique du patriarcat*, Paris, Syllepse, 1998.
- DELPHY, Christine, *L'ennemi principal 2. Penser le genre*, Paris, Syllepse, 2001.
- EISENSTEIN, Hester, « A dangerous liaison ? Feminism and corporate globalization », *Science and Society*, vol. 69, n° 3, 2005, p. 487-518.
- EISENSTEIN, Hester, *Feminism Seduced: How Global Elites Use Women's Labor and Ideas to Exploit the World*, Boulder (CO), Paradigm Publishers, 2009.
- EISENSTEIN, Zillah (dir.), *Capitalist Patriarchy and the Case for Socialist Feminism*, New York, Monthly Review Press, 1979.
- ESCHLE, Catherine, *Global Democracy, Social Movements and Feminism*, Boulder (CO), Westview Press, 2001.
- EVANS, Elizabeth, *The Politics of Third Wave Feminisms: Neoliberalism, Intersectionality and the State in Britain and the US*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015.
- FALQUET, Jules, et. al., *Le sexe de la mondialisation. Genre, classe, race et nouvelle division du travail*, Paris, Presses de Sciences Po, 2010.
- FRASER, Nancy, *Unruly Practices: Power, Discourse, and Gender in Contemporary Social Theory*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1989.
- FRASER, Nancy, « Féminisme, capitalisme et ruses de l'histoire », *Cahiers du Genre*, vol. 1, n° 50, 2011, p. 165-192.
- FRASER, Nancy, « From redistribution to recognition? Dilemmas of justice in a 'post-socialist' age », *New Left Review*, vol. 1, n° 212, 1995, p. 68-93.
- GRIFFIN, Penny, « Crisis, austerity and gendered governance: a feminist perspective », *Feminist Review*, vol. 109, n° 1, 2015, p. 49-72.
- GUILLAUMIN, Colette, *Sexe, race et pratique du pouvoir*, Paris, Côté-femmes, 1992.
- HARTMANN, Heidi, « The unhappy marriage of Marxism and feminism: towards a more progressive union », *Capital & Class*, vol. 3, n° 2, 1979, p. 1-33.
- HOSKYNS, Catherine, RAI, Shirin M., « Recasting the international political economy: counting women's unpaid work », *New Political Economy*, vol. 12, n° 3, 2007, p. 297-317.
- HOZIC, Aida A., TRUE, Jacqui (dir.), *Scandalous Economics. Gender and the Politics of Financial Crises*, Oxford, Oxford University Press, 2016.
- JACQUOT, Sophie, *Transformations in EU Gender Equality*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015.
- KANTOLA, Johanna, LOMBARDO, Emanuela (dir.), *Gender and the Economic Crisis in Europe. Politics, Institutions and Intersectionality*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2017.
- KANTOLA, Johanna, SQUIRES, Judith, « From state feminism to market feminism? », *International Political Science Review*, vol. 33, n° 4, 2012, p. 382-400.
- LEWIS, Jane, « Gender and the development of welfare regimes », *Journal of European social policy*, vol. 2, n°3, 1992, p. 159-173.
- LEWIS, Jane (dir.), *Gender, social care, and welfare state restructuring in Europe*, Aldershot, Ashgate, 1998.

- LEWIS, Jane, DALY, Mary, RAKE, Katherine, *Gender and the welfare state: Care, work and welfare in Europe and the USA*, Cambridge, Polity Press, 2003.
- MACKINNON, Catherine, *Toward a feminist theory of the State*, Cambridge, Harvard University Press, 1989.
- MACKINTOSH, Maureen, « Gender and economics: the sexual division of labour and the subordination of women », dans YOUNG, Kate, WOLKOWITZ, Carol, McCULLAGH, Roselyn (dir), *Of Marriage and the Market : Women's Subordination in International Perspective*, London, CSE Books, 1981.
- MARTIN, Claude, « Le domestique dans les modèles d'Etat-providence », dans COMMAILLE, Jacques et JOBERT, Bruno, *Les Métamorphoses de la régulation politique*, Paris, LGDJ, 1998, p. 361-380.
- MOREL, Nathalie, « Le genre des politiques sociales. L'apport théorique des 'gender studies' à l'analyse des politiques sociales », *Sociologie du travail*, vol. 49, n° 3, 2007, p.383-397.
- RAI, Shirin M., « Gender and (International) Political Economy », dans WAYLE N, Georgina, CELIS, Karen, KANTOLA, Johanna, WELDON, S. Laurel (dir.), *The Oxford Handbook of Gender and Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2013.
- SCOTT, Joan, « Genre : Une catégorie utile d'analyse historique », *Les Cahiers du GRIF*, n° 37-38, 1988, p. 125-153.
- SQUIRES, Judith, *The New Politics of Gender Equality*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007.
- WALBY, Sylvia, *Globalization and Inequalities: Complexity and Contested Modernities*, London, Sage, 2009.
- WALBY, Sylvia, *Crisis*, Cambridge, Polity Press, 2015.